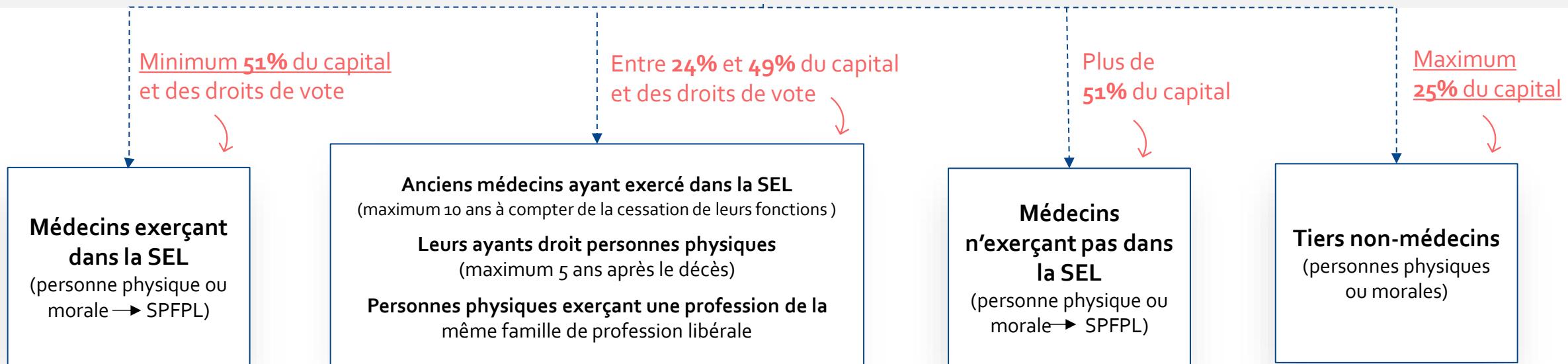




La détention du capital social et des droits de vote en SEL

Société d'Exercice Libéral (SEL) de médecins

La loi du 31 décembre 1990 et l'ordonnance du 8 février 2023 imposent des conditions quant à la détention du capital social et des droits de vote :



L'article 48 de l'ordonnance du 8 février 2023 précise qu'un décret pourra interdire à des catégories de personnes physiques ou morales la détention de parts de SEL, si cette détention met en péril l'exercice de la profession dans le respect du principe de l'indépendance.